

Rendre les médicaments de base accessibles à tous

Partage international n° [177](#) - Mai 2003

Interview de James Orbinski par Diana Gold Holland

Médecins sans frontières (MSF) est une organisation indépendante d'aide humanitaire médicale fondée en 1971, dans le but d'apporter une assistance médicale d'urgence aux victimes de conflits armés, d'épidémies et de catastrophes d'origines naturelles et humaines. Elle supervise 400 projets dans 85 pays et fut récompensée par le Prix Nobel de la Paix en 1999. Partage international a interviewé le docteur James Orbinski, qui dirige le groupe de travail de Médecins sans frontières, sur les médicaments des maladies oubliées.

Partage international : *MSF a lancé la Campagne pour l'accès aux médicaments essentiels, dans le but d'améliorer l'accès des populations en danger à ces médicaments. Pour quelles raisons votre groupe a-t-il lancé cette campagne ?*

James Orbinski : Il existe une inégalité flagrante dans la répartition des efforts de recherche, au détriment des populations les plus délaissées. Dans le monde, seulement 10 % des fonds utilisés par la recherche médicale sont consacrés aux maladies les plus courantes dans les pays en voie de développement, qui sont pourtant à l'origine de 90 % de la mortalité et de la souffrance. Alors que les 90 % restants des ressources financières, intellectuelles et matérielles sont consacrées aux 10 % de la mortalité et de la souffrance des pays prétendus développés. Cette inégalité de moyens a des conséquences que nous observons tous les jours sur le terrain. De plus en plus, nous constatons que nos patients, les plus pauvres parmi les pauvres, meurent en raison de l'indifférence politique concernant leurs problèmes, et de l'absence de recherches pour le développement de nouveaux médicaments et de systèmes de soins qui répondraient à leurs besoins.

PI. *Pourquoi en est-il ainsi ?*

JO. Dans notre système politique et économique actuel, tourné vers la mondialisation, ce sont principalement les marchés et les forces commerciales qui déterminent qui reçoit quoi, et quand. Les gens pauvres n'ont pratiquement aucun

pouvoir d'achat et ne représentent donc pas un « marché viable ». Pour l'industrie pharmaceutique, il n'y a pas de retour sur investissement satisfaisant et donc pas de recherche ni de développement pour les médicaments capables de guérir les maladies dont souffrent ces gens, des maladies telles que la maladie du sommeil africaine, la maladie de Chagas, les trachomes et les leishmanioses, dont la plupart des gens dans les pays du Nord n'ont jamais entendu parler, mais qui touchent des centaines de millions de personnes. Parmi celles-ci on compte également, mais à un autre niveau, la tuberculose, la malaria et le sida.

Ainsi, des traitements contre le sida existent, mais il faudrait les modifier de telle sorte qu'ils puissent être utilisés conformément aux réalités de la vie quotidienne des pays en développement. Il faut développer des médicaments monodoses, à prise quotidienne, chimiquement stables afin de ne pas être affectés par les variations d'humidité et de température, et qui doivent être stockables sur de longues périodes sans réfrigération. Je prends le sida comme exemple, mais le même principe s'applique pratiquement à toutes les autres maladies que j'ai citées, et cela doit s'ajouter à la recherche pour des thérapies nouvelles.

PI. *Vous devez trouver les remèdes, comment les emballer et les diffuser efficacement, puis ensuite les rendre disponibles et veiller à ce que leur prix soit abordable. Qu'est-ce qui fait obstacle ? sont-ce tout simplement les forces du marché ?*

JO. De nombreux facteurs entrent en jeu. Pour simplifier, on peut dire que les gouvernements pensent de plus en plus que l'utilisation des forces du marché est la seule manière de développer et de diffuser efficacement des biens et des services, que ce soient des médicaments ou des soins. Mais là réside tout le problème. Les forces du marché n'ont pas contribué efficacement au développement de thérapies adaptées aux maladies oubliées dont je viens de parler. Elles n'ont pas non plus réussi à adapter les thérapies existantes pour lutter contre le sida, la tuberculose et la malaria. L'échec des forces du marché ne doit pas servir d'excuse pour justifier l'éventuel échec de la politique gouvernementale. Il faut renverser le principe d'une société sous l'empire du marché alors que la société devrait dominer le marché.

On s'accorde souvent à dire que l'économie est

dénuée de morale. C'est le cas si elle est laissée sans cadre moral pour superviser son fonctionnement. Penser qu'un ordre moral puisse trouver sa place dans un système de marché relève de l'utopie. Il n'y a aucun doute que ce sont les valeurs et les principes de base de notre société qui sont les questions essentielles. C'est à partir d'elles que doit se fonder le fonctionnement des marchés.

Nous devons nous assurer de la validité de la notion de biens publics, l'idée qu'il existe certaines choses, certains concepts, certains biens, certains services dont tous les êtres humains ont le droit de bénéficier : le droit au logement, le droit de s'alimenter, le droit de travailler, le droit de se soigner, le droit d'accéder aux médicaments essentiels à la survie.

PI. *Ceci figure dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.*

JO. Je suis en principe d'accord pour dire que la Déclaration universelle des droits de l'homme décrit un cadre général définissant les paramètres de base relatifs aux droits et à la dignité humaine. Mais il faudrait que ces droits soient accompagnés d'une série de devoirs corollaires.

Lorsque j'évoque la notion de biens publics, je pense que c'est un élément central dans le tissu social. J'intégrerais également la notion de l'accès aux médicaments essentiels dans le bien public.

PI. *Comment rendre les médicaments essentiels accessibles à tous ?*

JO. C'est dans le secteur public que la découverte des médicaments s'est effectuée, principalement dans les universités et les instituts de recherche financés par des fonds publics. Ensuite, il existe un domaine appelé « Recherche et développement », qui s'est jusqu'à un certain point développé dans le secteur privé. Il est évident que le secteur privé a créé des médicaments très utiles au cours de ces cent dernières années. Mais le fait qu'un individu ou un organisme ait créé un médicament ne leur donne pas le droit d'exclure certains de l'accès à ce médicament.

PI. *La mondialisation des marchés est non seulement tolérée mais elle est en fait encouragée par les gouvernements. Comment nous sortir de ce système basé sur le profit et ainsi permettre la concrétisation des initiatives dont vous parlez ?*

JO. Cela implique que les citoyens, et non les consommateurs, prennent leurs responsabilités et cherchent à comprendre les dynamiques et les principes, ainsi que les valeurs (ou leur absence) qui définissent notre paysage économique et politique. Et qu'ils prennent leurs responsabilités en tant que citoyens (ceci étant l'un des préceptes fondamentaux de notre démocratie) pour affirmer que ce sont sur

ces valeurs que se fonde notre société, et que le marché est une composante de la société et non le contraire. Et qu'ils fassent alors pression sur leurs gouvernements pour qu'ils créent les infrastructures concrètes adaptées pour répondre à ces besoins. MSF s'emploie à créer un secteur mondial de recherche et de développement mondial, du domaine public, capable de satisfaire la demande en médicaments pour la plupart des maladies oubliées. Nous avons un plan très concret. Nous sommes assurés de l'engagement des Conseils de recherche médicale brésilien, indien, malaysien et thaïlandais, de l'Institut Pasteur à Paris, de l'Unité de recherche sur les maladies tropicales de l'OMS et d'un groupe de chercheurs africains. Nous avons constitué ce groupe afin de travailler à la création d'une « Initiative pour le développement des médicaments des maladies oubliées » et lancé cinq projets de développement de médicaments nouveaux. Nous pressons les gouvernements de financer cette initiative, qu'ils tirent des leçons et lancent un projet à plus large échelle dont l'efficacité sera plus grande. C'est un exemple de ce que les citoyens peuvent accomplir. Lorsque vous vous êtes intéressés à l'histoire de la tuberculose, du cancer et du sida, en particulier dans le monde occidental, ce fut quand les citoyens s'organisèrent et qu'ils incitèrent les gouvernements à s'engager dans des programmes de recherche et à mener des actions efficaces que les gouvernements commencèrent à y prêter attention.

PI. *Dans un monde parfait, comment vos initiatives se concrétiseraient-elles sur le terrain ? Que se passerait-il maintenant si les choses étaient comme vous voudriez qu'elles soient ?*

JO. Il existerait une infrastructure médicale de base, fonctionnelle et adaptable, au sein du monde en voie de développement. Les pays en voie de développement seraient clairement capables de fabriquer leurs propres médicaments génériques de haute qualité pour traiter le sida, la tuberculose, la malaria et d'autres maladies oubliées. Ils auraient leur propre recherche médicale et moyens de développement et pourraient ainsi développer des approches répondant mieux aux besoins de leurs populations.

En fin de compte, en ce qui concerne l'accès aux médicaments essentiels, il existerait un organisme mondial établissant équitablement les prix. Il serait chargé de s'assurer que le prix des médicaments est plus élevé dans les pays développés et beaucoup plus bas dans les pays en voie de développement afin que les citoyens et les gouvernements de ces pays aient les moyens de se les procurer. Et une fois encore, ce n'est pas juste une question de forces du marché. Il ne s'agit pas de dire : « Il y aura toujours des pauvres, il y aura toujours des marginalisés, il y aura

toujours des gens hors du système économique. » En tant qu'êtres humains, nous avons le devoir de nous assurer de leur intégration et de leur bien-être.

PI. *Avez-vous une idée approximative de ce que cela coûte ?*

JO. Jeffrey Sachs* cite un rapport de décembre 2001 de la commission Macro-économie et santé, qui dépend de l'Organisation mondiale de la santé. Cette étude affirme que pour arriver, d'ici 2007, au genre de choses que j'ai décrites, il faudrait 28 milliards de dollars par an, et que d'ici 2015 ce chiffre devrait atteindre 38 milliards de dollars par an. Pour le G8, dont le produit domestique brut est de 21 trillions de dollars par an, cette somme est vraiment insignifiante.

PI. *Etes-vous optimiste ?*

JO. Si les maladies infectieuses et l'accès aux soins dans le monde en voie de développement ne sont pas au centre d'un nouveau projet, cette initiative échouera. L'année dernière, un Fonds mondial a été créé par Kofi Annan et approuvé par le G8. Ce fonds a besoin de 10 milliards de dollars par an pour

financer les traitements, la prévention et les stratégies de contrôle pour le sida, la tuberculose et la malaria. A ce jour, la contribution des pays du G8 à ce fonds n'a été que de 5 % des montants requis. Cinq pour cent, ce n'est même pas assez d'air chaud pour faire décoller le ballon du sol, et encore moins le faire arriver à destination. Si les pays les plus riches ne respectent pas au minimum les engagements qu'ils ont pris, alors non seulement ils laissent un nombre incalculable d'êtres humains souffrir inhumainement mais ils diminuent aussi leur propre humanité.

* Le professeur Jeffrey Sachs, économiste, est directeur du Centre pour le développement international à l'Université d'Harvard, Etats-Unis.

Auteur : Diana Gold Holland, collaboratrice de Share International, vit à Vancouver (Canada).

Thématiques : [Sciences et santé](#), [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()